



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,3023>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1117 - février 2011 -

Date de mise en ligne : dimanche 13 mars 2011

Date de parution : février 2011

Description :

Jean-Pierre Mon dénonce les attaques feutrées contre la fonction publique et l'idéologie libérale dont le philosophe M.Onfray donne un savoureux petit catéchisme.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nouveau ballon d'essai

Suivant une technique bien rodée, le gouvernement vient de lancer un nouveau ballon d'essai sur le "statut à vie des fonctionnaires". Si les réactions sont trop fortes, il attendra que les informations instillées insidieusement par les grands médias aient fait leur oeuvre.

Cette fois-ci, c'est Christian Jacob, ancien ministre de la fonction publique, bras droit de J-F Copé et nouveau président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, qui, dans un entretien au mensuel Acteurs publics, lance la première flèche, en proposant de remettre en question la « pertinence du statut à vie » des fonctionnaires. Aussitôt, le Premier ministre, F. Fillon, faisait un rappel à l'ordre [1] en déclarant : « Que la fonction publique ait encore besoin d'être modernisée est certain. Mais il ne faut pas radicaliser des oppositions factices ! (sic) Il ne faut pas laisser entendre que l'État distribuerait des rentes à vie ». Puis s'empressait de mettre une couche de pommade : « Nous avons une fonction publique de carrière, recrutée par concours, qui fait l'armature d'un État impartial, avec une culture de service public et une compétence que bien des gouvernements étrangers nous envient ». Il est vrai que la déclaration de C. Jacob tombait au mauvais moment, juste la veille de l'ouverture d'une négociation sur la résorption de la précarité dans la fonction publique, et alors que le gouvernement doit déjà assumer l'impact de la suppression de 100.000 emplois publics depuis 2007. Attendons la suite [2]...

Achats de cadres

On sait bien que, parmi les "nécessités" généralement évoquées pour justifier ces suppressions de postes, la principale est la part trop importante prise dans le budget par la rémunération des fonctionnaires. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est aussi que les fonctionnaires peuvent quelquefois contrarier les magouilles gouvernementales. Un très bon exemple est cité par Paul Jorion à propos de la crise bancaire [3] : « Il y eut une époque où des fonctionnaires intègres, empreints du sens de l'État, constituaient un rempart. Leur credo était précisément que leur intérêt particulier devait s'effacer devant l'intérêt général dont ils se considéraient les porte-paroles et les défenseurs. La pratique du lobbying a eu raison d'eux. C'est l'intérêt particulier qui trouve désormais accès aux instances supérieures pendant que l'intérêt général languit dans les antichambres. Les défenseurs des intérêts particuliers l'ont emporté sous le prétexte (né au XIXème siècle à l'école de Vienne et grandi au département d'économie de l'université de Chicago) que l'intérêt général, même s'il existait, est impossible à définir, alors que les intérêts particuliers de ceux qui disposent des moyens de se faire entendre sont, eux, clairs ».

C'est pourquoi le gouvernement français tente d'acheter la collaboration de certains hauts fonctionnaires (Préfets, Recteurs) puis chefs d'établissements scolaires (Provisaires, Principaux) en leur proposant de subséquentes primes "au mérite"

La faute à l'État

En mai 2009, Barack Obama créait une commission d'enquête sur la crise, la FCIC, chargée d'examiner les causes intérieures et internationales des crises financières et économiques actuelles des États-Unis. Elle réunissait 10 personnalités expérimentées de sensibilité républicaine (4) et démocrate (6). Dans l'esprit d'Obama, la FCIC avait deux missions : l'une d'impulsion législative, l'autre pédagogique. Elle devait, entre autres, encourager la refondation de l'économie qu'il prônait (il a abandonné depuis !...). Mais de toute façon, après huit mois d'audition de 800

acteurs directs (PDG, traders, hauts fonctionnaires, experts,...), aucun compromis n'a pu être trouvé entre républicains et démocrates de la commission. « Les républicains ont tout simplement refusé que le nom "Wall Street" figure dans ce rapport. Aucune cause de la crise, pas même partielle, ne saurait être imputable aux marchés financiers. Non seulement ceux-ci sont blancs comme neige, mais des termes comme "dérégulation", "banques fantômes" (pour désigner les fonds spéculatifs), "risque systémique" ou "interconnexion" ne devaient pas non plus apparaître. Mais alors pourquoi cette crise ? Les républicains de la FCIC ont résumé le 15 décembre 2010 leur position : l'unique responsable de la crise, c'est... l'État américain » [4]. Le comble est que les membres républicains de la commission accusent l'État d'avoir précipité la panique générale en refusant de sauver la banque d'affaires Lehman Brothers en septembre 2008. Position des plus contradictoires pour des adversaires acharnés de toute intervention publique.

« Tout cela serait risible si les conséquences n'étaient si graves » comme le dit l'enquêteur financier du New York Times, Joe Nocera, qui craint que le texte de la commission soit le prélude au sabotage systématique de toute régulation financière.

Pensée unique

Le philosophe Michel Onfray, s'insurgeait récemment [5] contre la diffusion par les « médias légitimes financés par le marché » des lieux communs du catéchisme de notre époque.

En voici quelques uns :

" le libéralisme constitue un horizon indépassable en dehors duquel il ne saurait y avoir que gauche irresponsable, stalinisme, communisme, marxisme-léninisme, néo-bolchevisme et autres billevesées d'irresponsables ignorant la science économique ;

" l'Europe est une chance pour les nations et les peuples, une garantie contre les guerres, les dévaluations, les krachs boursiers, le chômage de masse ;

" quiconque parle de démocratie réelle ou revendique le souci du peuple est un démagogue ou un populiste ;

" populiste est celui qui s'installe sur d'authentiques positions de gauche, et réaliste celui qui nous vend une soupe libérale servie dans un bol vendu par le PS.

[1] Le Monde, 12/01/2011.

[2] NDLR : justement, cette suite en question vient d'arriver : voir en page 13 !

[3] Le Monde économie, 11/01/2011.

[4] Lettre de Wall Street, Sylvain Cypel, Le Monde, 05/01/2011.

[5] Le Monde, 9-10/01/2011